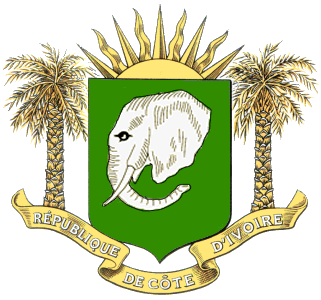
**REPUBLIQUE DE CÔTE D’IVOIRE**

***Union – Discipline - Travail***

**MINISTERE DE L’ENVIRONNEMENT ET**

**DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**DIRECTION GENERALE DE L’ENVIRONNEMENT**

**CONTRIBUTION AU RAPPORT SPECIAL SUR LES DROITS DE L’HOMME ET L’ENVIRONNEMENT EN VUE DE L’ELABORATION DE SON RAPPORT THEMATIQUE SUR LE THEME « DROIT DE L’HOMME ET OBLIGATIONS ASSOCIEES LIEES A UN ENVIRONNEMENT EXEMPT DE SUBSTANCES TOXIQUES ».**

**Le Directeur Général**

**LAVRY Grah Nazaire**

**Question 2.**

A ce jour la Côte d’Ivoire ne présente pas spécifiquement de zones polluées où la matrice environnementale (sol, eau, air) ne puisse pas se régénérer. Toutefois, elle a enregistré des cas de pollution de sols, suite au déversement de déchets toxiques provenant du navire Probo-Koala en 2006. Dix-huit sites, tous localisés dans le District Autonome d’Abidjan ont été affectés par cet évènement.

Suite à cette pollution, des actions de dépollution ont été mise en œuvre par le Gouvernement Ivoirien appuyé par des partenaires techniques au développement. Ainsi, la première phase de nettoyage a débuté en septembre 2006. Lors de cette phase, les sites ont été excavés et les matériaux récupérés ont été expédiés en France pour y être traités. Par la suite, plusieurs autres activités de dépollution réalisées in situ ont été effectuées par le Ministère en charge de l’Environnement, au cours de la deuxième phase.

Après traitement, plusieurs missions d’audit ont été diligentées par les parties nationales et internationales. Ces audits ont conclu qu’aucun des sites affectés ne présente une contamination supérieure aux seuils établis par le gouvernement de la Côte d’Ivoire pour la dépollution. Par conséquent, aucun de ces sites ne nécessite une intervention complémentaire pour remédier à l’impact du déversement de 2006.

En dehors de ce cas de pollution spécifique, certains plans d’eaux du pays sont fortement menacés par les activités anthropiques. Il s’agit principalement de certaines sections du fleuve Bandama et de quelques-uns de ses affluents, ainsi que de certaines parties de la lagune Ebrié. En effet, les activités d’orpaillage illicite qui se sont accrues ces deux dernières décennies affectent significativement la qualité des eaux du fleuve Bandama et de ses affluents. En outre, les eaux de pluie et les eaux usées de certaines industries, fortement chargées sont canalisées dans la lagune Ebrié. Ce qui entraîne une dégradation de la qualité de ce plan d’eau.

**Question 3.**

Pour prévenir la dégradation des matrices environnementales ou restaurer des écosystèmes dégradés, l’Etat de Côte d’Ivoire a mis en place un cadre institutionnel et juridique renforcé depuis 1996.

En ce qui concerne le cadre juridique, la Constitution ivoirienne consacre en son article 27 « le droit à un environnement sain est reconnu à tous », et en son article 40 « la protection de l’environnement et la promotion de la qualité de la vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique ou morale ». Cet engagement est également traduit par la loi portant code de l’Environnement, notamment en son article 33 qui stipule que « Toute personne a le droit fondamental de vivre dans un environnement sain et équilibré. Il a aussi le devoir de contribuer individuellement ou collectivement à la sauvegarde du patrimoine naturel ». Sur la base de ces deux principaux textes de loi, l’Etat de Côte d’Ivoire a adopté plusieurs textes juridiques visant à la protection de l’environnement. En outre, les questions de restauration et d’indemnisation sont traitées par les décrets relatifs aux principes pollueurs payeurs. Celles portant spécifiquement sur le milieu marin, lagunaire et les zones côtières sont adressées par le décret portant organisation du plan d’urgence de lutte contre les pollutions accidentelles desdits milieux.

Ces textes définissent également les responsabilités de l’Etat, des entreprises et des collectivités. En outre, plusieurs conventions internationales en lien avec l’environnement et le social, y compris les conventions de base de l’Organisation Internationale du Travail (OIT) ont été ratifiées.

Pour ce qui a trait au volet institutionnel, l’Etat a mis en place un cadre multisectoriel pour appréhender les questions d’ordre environnemental et social. Ainsi, le Ministère de l’Environnement et du Développement Durable et ses structures sous tutelles que sont l’Agence Nationale de l’Environnement (ANDE), le Centre Ivoirien Anti-pollution (CIAPOL) et l’Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) ont été établies. Ceux-ci sont appuyés dans leurs taches par des structures adressant les thématiques environnementales dans les autres ministères.

Dans le cadre des activités de ces structures, plusieurs politiques et stratégies de gestion de l’environnement sont mises en œuvre et suivies. Il s’agit entre autres de :

* la Politique Nationale de l’Environnement et du Développement Durable 2018 ;
* la Politique Nationale de Préservation, Réhabilitation et d’Extension des Forêts 2018 ;
* la politique Nationale de Gestion Intégrée des Ressources en Eau 2000 ;
* le Programme Nationale d’Investissement Agricole 2, 2018-2025 ;
* le Plan d’Action Nationale de la Lutte contre la Désertification et la Dégradation des Terres ;
* la Stratégie Nationale du Changement Climatique 2015-2020 ;
* la Stratégie Nationale de Développement Durable ;
* la Stratégie et Plan d’Action Nationale pour la Diversité Biologique 2016-2020 ;
* la Stratégie Nationale REDD+ ;
* la Stratégie Nationale de Gestion des Risques de Catastrophes et Plan d’Action ;
* la Stratégie Nationale de Gestion de l’Environnement Côtier en Côte d’Ivoire et Plan d’Action 2016-2020;
* la Stratégie Nationale de Gestion des Déchets 2015-2020;
* la Stratégie Nationale de Gestion des Produits Chimiques et Plan d’Action 2016-2020;

Quant aux entreprises, elles ont l’obligation d’appliquer les principes et exigences des politiques, stratégies et lois éditées par les structures gouvernementales. Dans ce cadre, elles réalisent des évaluations environnementales et sociales avant et pendant la mise en œuvre de leurs activités. Elles mettent également en œuvre les mesures nécessaires à la maitrise des aspects environnementaux significatifs de leurs sites. En outre, ces entreprises rendent compte au CIAPOL de leurs performances environnementales par la soumission d’un bilan de pollution tous les semestres. Au-delà, certaines entreprises mettent en œuvre des actions de responsabilité sociétale au profit des populations locales. En cas de responsabilité avérée de pollution par une entreprise, celle-ci contribue en liaison avec l’Etat de Côte d’Ivoire aux actions de restauration et d’indemnisation des victimes.

**Question 4.**

Plusieurs dispositions juridiques et documents de planifications nationales appliquent une approche fondée sur le droit à garantir un environnement saint.

Au niveau juridique, en plus de la constitution et du code de l’environnement, le droit à garantir la préservation d’une matrice environnementale se traduit par les textes ci-après :

* La loi n°98-755 du 23 décembre 1998 portant code de l’eau ;
* La loi n°96-669 portant code pétrolier modifiée par l’ordonnance 2012-369 du 18 avril 2012 ;
* La loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant code minier ;
* La loi n°2016-555 du 26 juillet 2016 relatif à la pèche ;
* La loi n°2019-675 du 23 juillet 2019 portant code forestier.

Au niveau des documents de planification, ceux énumérés à la question précédente traite également le droit à garantir une matrice environnementale ou une ressource aux populations.

**Question 5.**

La Côte d’Ivoire, à l’instar des autres pays membres de l’Organisation des Nations Unies, adhère pleinement au principe selon lequel « un [environnement sain est indispensable à la pleine jouissance d'un large éventail de droits de l'homme](https://www.ohchr.org/FR/Issues/Environment/SREnvironment/Pages/AboutHRandEnvironment.aspx) ». De ce fait, le droit à un environnement sain est proclamé dans les dispositions de sa constitution. Cet engagement se traduit par des actions dont certaines ont été énumérées au point 3 et qui permettent de prévenir et gérer des cas de pollution.

Partant de ce principe des actions de réhabilitation d’envergure de sites pollués ou fortement dégradés ont été menées par l’Etat de Côte d’Ivoire. Il s’agit notamment de la réhabilitation des sites pollués par le déversement des déchets toxiques provenant du navire Probo-Koala de Trafigura, ainsi que les projets de dépollution de la baie de Cocody et de réhabilitation du site de la décharge d’Akouedo actuellement en cours d’exécution.

**Question 6.**

En matière de prévention, le Ministère en charge de l’environnement intervient à travers le CIAPOL, l’ANDE, le Programme National de Gestion des Déchets et le programme national de gestion des produits chimiques. Également, d’autres acteurs interagissent sur la thématique des déchets dangereux. Il s’agit des points focaux des conventions internationales relatives à la question des déchets notamment, la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique , signée le 31 janvier 1991 à Bamako et ratifiée le 9 juin 1994 ; la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination; adoptée à Bâle le 22 mars 1989 avec adhésion le 9 juin 1994.

Il faut noter aussi l’intervention du Ministère de la santé, du Ministère de la Salubrité à travers l’Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) et du Ministère de l’Intérieur à travers l’Office Nationale de la Protection Civile (ONPC), qui assure la protection de la population face aux risques et aux catastrophes de toute nature.

Au niveau de l’atténuation, on peut citer le projet de Gestion des pesticides obsolètes et déchets associés (PROGEPCI) qui fait partie de l’Unité Intégrée d’Administration des Projets (UIAP) financés ou cofinancés par la banque mondiale sous tutelle du Ministère de l’Environnement et Développement Durable. Ce projet a contribué à la gestion écologiquement rationnelle des pesticides obsolètes et déchets associés tout au long de leur cycle de vie.

Les résultats obtenus sont les suivants :

* L’inventaire national des pesticides a été réalisé ;
* 180 agents inventaires et superviseurs du Ministère en charge de l’Agriculture ont été formés aux nouvelles techniques de conduite de l’inventaire avec les outils numériques innovants ;
* 329 tonnes de pesticides et déchets associés ont été collectés, stockés et incinérés selon les normes exigées ;
* Un système de gestion des pesticides basé sur la traçabilité du pesticide le long de son cycle de vie a été développé et est opérationnel.

Au niveau de la réhabilitation, après le déversement des déchets toxiques en 2006 par le Probo Koala, les sites contaminés ont été dépollués par l’entreprise française Tredi avec la contribution du CIAPOL et du BNETD. Cette dépollution a été confirmée par l’audit réalisé par l’entreprise française, Burgéap en 2007 et par les analyses sur des sites complémentaires réalisées par le CIAPOL et le BNETD.

**Question 8.**

Les pays à revenu faible sont regulièrement sujets à des expositions aux subsatnces toxiques provenant de l’importation des déchets sous forme de produits de seconde main (matériels électroniques et électriques, véhicules, batéries, ferraille, huiles usagées).

**Question 9.**

En vue de prévenir l’exposition aux substances toxiques, l’Etat de Côte d’Ivoire a adopté des textes réglementaires imposant des seuils d’émissions de diverses substances aux entreprises. Il s’agit notamment de l’arrêté 01164/MINEEF/CIAPOL/SDIIC du 04 Novembre 2008 portant réglementation des rejets et émissions des Installations Classées pour la Protection de l’Environnement (ICPE). En outre, les entreprises bénéficient d’un arrêté d’autorisation dont l’annexe précise les seuils d’émissions.

De plus, le CIAPOL et l’ANDE conformément à leurs attributions réalisent régulièrement des missions de surveillance dans lesdites entreprises pour s’assurer de l’application de ces textes et des rapports d’évaluation environnementale (Etude d’Impact Environnemental et Social, Audit et Plan de Gestion Environnemental –Audit).